

Fronde contre le gel des annuités

Ville de Genève ► À l'unanimité, les partis du Conseil municipal ont envoyé le projet de budget 2022 de la Ville de Genève dans les commissions, pour l'étudier à la loupe. Seuls le Parti libéral-radical et Ensemble à gauche (EàG) ont refusé l'entrée en matière. Histoire de marquer respectivement une «mauvaise humeur» et une «colère».

Toutefois, aucun parti n'est satisfait par la feuille de route, qui prévoit un déficit de 40,8 millions de francs. Il est moindre que l'an précédent, puisque la municipalité entame son retour à l'équilibre pour 2028, un délai lié à l'application de la réforme fiscale RFFA.

Celle-ci «plombe les revenus» de 50 millions, a martelé le grand argentier, Alfonso Gomez. Dans ce contexte, l'exécutif a élaboré un «budget de crise, car il faut faire plus avec moins», insiste M. Gomez. D'où le gel des mécanismes salariaux pour les fonctionnaires et le personnel de la petite enfance. Une économie de 8 millions qu'il espère éviter grâce à de meilleures prévi-

sions fiscales en novembre. Mais l'élu refuse le terme «austérité», soulignant les 10 millions de plus pour le social ou les 180 millions pour les investissements.

Brigitte Studer (EàG) juge inacceptable que le Conseil administratif, majoritairement à gauche, propose la suppression de ce qui «n'est pas une faveur, mais une partie du revenu qui compte pour les retraites». «Dans la petite enfance, ce gel touche essentiellement des femmes, dont les salaires sont les plus bas», ajoute la rose Joëlle Bertossa. Le vert Omar Azzabi refuse que le personnel soit «une variable d'ajustement». Son parti cherchera des économies alternatives, «ligne par ligne». «Les mécanismes salariaux sont un dû, c'est mérité», acquiesce le MCG Daniel Sormanni. Le Covid justifiait un «effort de solidarité» l'an passé, déclare la PDC Alia Chaker Mangeat. Mais cette année, ils'agit d'une «économie non durable, un artifice» pour commencer le retour à l'équilibre. Le PDC, inquiet d'une dette frisant les 2 milliards, «attend des mesures plus

convaincantes pour maîtriser les charges».

«Ce budget est un oreiller de paresse, le Conseil administratif se repose sur la soi-disant baisse fiscale liée à la RFFA et la possibilité (*légal*, *ndlr*) d'un déficit pour ne pas faire de choix», condamne de son côté la PLR Patricia Richard. L'UDC Vincent Schaller est d'accord, mais salue un exécutif qui tient sa parole en vue d'un retour à l'équilibre.

Par ailleurs, «la rénovation des bâtiments prendra cinquante à soixante ans», regrette M. Azzabi. Le MCG déplore, lui, «un soutien à l'économie insuffisant». Et tous les partis de dénoncer la volonté du canton «d'équilibrer son budget sur le dos des communes».

Le délibératif a ensuite accepté les comptes 2020, les premiers déficitaires depuis des années et les premiers avec un résultat (-47 millions) moins bon que prévu au budget (-30 millions). En cause, la RFFA et la facture due à la pandémie (57 millions).

RACHAD ARMANIOS